

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°PREF-BCPPAT-2023-017-002 DU 17 JANVIER 2023  
PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE PORTANT :

SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE POUR LE  
RENOUVELLEMENT/APPROFONDISSEMENT D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE SITUÉE  
AU LIEU-DIT « LOU CHAOUSSET » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DES  
BONDONS, PAR LA SOCIÉTÉ REGIONALE DE CANALISATION (SREC)  
INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le préfet de la Lozère  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L181-1 et suivant, L214-3 et suivants, R181-1 et suivants, R123-1 à R123-27, et R122-2 et suivants ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 relatif à l'affichage des avis d'enquête publique, de participation du public par voie électronique et de concertation préalable ainsi que des déclarations d'intention prévus par le code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF-BCPPAT-2022-362-004 du 28 décembre 2022 portant délégation de signature à Mme Laure Trotin, secrétaire générale de la préfecture ;
- Vu** la demande de renouvellement/approfondissement de l'autorisation d'exploitation d'une carrière, sise au lieu-dit « Lou Chaousset » par la Société régionale de canalisation (SREC), dont le siège social est situé Carrière la Ferrière, 30140 THOIRAS, sur le territoire de la commune des BONDONS, enregistrée en préfecture le 24 mars 2022 et complétée en mai et septembre 2022 ;
- Vu** le dossier de demande de renouvellement/approfondissement de l'autorisation d'exploitation soumis à enquête publique comprenant notamment l'étude d'impact et l'information sur l'absence d'avis de l'autorité environnementale ;
- Vu** l'information sur l'absence d'observation dans le délais requis de l'autorité environnementale du 28 novembre 2022 ;
- Vu** le rapport du 8 décembre 2022, de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL), inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** la décision n° E22000124/48 du 6 janvier 2023 du président du tribunal administratif de Nîmes, désignant le commissaire-enquêteur ;

**Considérant** que la demande précitée concerne l'activité soumise à autorisation environnementale inscrite sous les rubriques de la nomenclature des ICPE, enregistrement et déclaration, et qu'il y a lieu d'ouvrir une enquête publique sur la demande susvisée :

n° 2510-1 intitulée : exploitation de carrière	Autorisation
n° 2515-1a : broyage, concassage, criblage	Enregistrement
n° 2517-2 : station de transit de produits minéraux	Déclaration

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1er :** Il sera procédé à une enquête publique unique **du lundi 20 février 2023 à 9 h au jeudi 23 mars 2023 à 17 h**, en vue de consulter le public sur la demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement/approfondissement de l'autorisation d'exploitation de la carrière sise au lieu-dit « Le Chaousset » par la Société régionale de canalisation (SREC) sur le territoire de la commune des BONDONS.

**Article 2 :** Est désigné par le tribunal administratif de Nîmes, en qualité de commissaire-enquêteur chargé de conduire l'enquête publique :

M. Hubert CAYREL, retraité de la fonction publique territoriale

**Article 3 :** Les pièces du dossier, comprenant notamment l'étude d'impact, l'information sur l'absence d'avis de l'autorité environnementale ainsi que les registres d'enquête, seront déposés en mairies des Bondons, de Pont-de-Montvert Sud-Mont-Lozère et de St Etienne-du-Valdonnez du lundi 20 février 2023 à 9 h au jeudi 23 mars 2023 à 17 h, afin que toute personne puisse en prendre connaissance aux heures d'ouverture.

Le dossier d'enquête publique sera mis en ligne sur le site des services de l'État à l'adresse : [www.lozere.gouv.fr](http://www.lozere.gouv.fr) à la rubrique « Publication/enquêtes publiques/enquêtes publiques environnementales ».

L'accès gratuit au dossier est également possible depuis un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture, faubourg Montbel, 48000 Mende, aux jours et heures d'ouverture suivants, sur rendez-vous au 04-66-49-67-71 : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h et le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30.

M. Hubert CAYREL, commissaire enquêteur, siégera en personne à la mairie des Bondons afin d'y recevoir les déclarations et observations des personnes aux dates et heures suivantes :

- **Mercredi 22 février 2023 de 14 h 00 à 17 h 00,**
- **Mercredi 15 mars 2023 de 14 h 00 à 17 h 00,**
- **Jeudi 23 mars 2023 de 14 h 00 à 17 h 00.**

Le public pourra formuler ses observations :

- en les portant sur le registre d'enquête déposé dans les mairies précitées,
- en les adressant, par écrit, à la mairie des Bondons, à l'attention de M. Hubert CAYREL, commissaire enquêteur – enquête publique « Carrière Lou Chaousset » 48400 Les Bondons,
- en les présentant verbalement au commissaire enquêteur au cours de ses permanences à la mairie des Bondons aux jours et heures indiqués ci-dessus,
- en les adressant par voie électronique à l'adresse internet suivante : [enquetepublique.lesbondons@gmail.com](mailto:enquetepublique.lesbondons@gmail.com). Les observations déposées à cette adresse seront ensuite mises en ligne sur le site internet de la préfecture.

**Article 4 :** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera affiché en mairies des Bondons, de Pont-de-Montvert Sud-Mont-Lozère et de St Etienne-du-Valdonnez, ainsi que dans le voisinage dans un rayon de 3 kilomètres autour des installations et sur les lieux de l'installation, par les soins respectifs des maires des communes précitées et du demandeur de l'autorisation, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de l'enquête.

L'accomplissement de l'affichage en mairies fera l'objet d'un certificat établi, à l'issue de l'enquête publique, par les maires des communes citées à l'article 3.

Il sera en outre, inséré par les soins du préfet, et aux frais du demandeur, dans l'hebdomadaire "Lozère Nouvelle" et le quotidien "Midi Libre", quinze jours avant l'ouverture de l'enquête publique soit le jeudi 2 février 2023, et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête soit le jeudi 23 février 2023.

Ce même avis sera consultable sur le site internet des services de l'Etat [www.lozere.gouv.fr](http://www.lozere.gouv.fr) à la rubrique « Publication/enquêtes publiques/enquêtes publiques environnementales».

Toute personne peut obtenir des renseignements sur le dossier auprès de M. Jean-François VIALA, directeur de la société régionale de canalisation, Carrière la Ferrière, 30140 THOIRAS – Tél : 06.85.92.40.59.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture - bureau de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial.

**Article 5 :** A l'issue de l'enquête publique, les registres d'enquête seront transmis par les maires des communes concernées sans délai au commissaire enquêteur, qui les clôturera. Ce dernier rencontrera, dans la huitaine, le demandeur de l'autorisation et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le demandeur disposera de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur transmettra au préfet (secrétariat général – bureau de la coordination des politiques et de l'appui territorial), le dossier d'enquête avec le rapport et ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables dans le délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Nîmes.

**Article 6 :** Dès réception des documents relatifs à l'enquête précitée, le préfet adressera copie du rapport, des conclusions et du mémoire en réponse, au demandeur et aux maires des communes concernées.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique, à la préfecture et dans les communes concernées, ainsi que sur le site internet des services de l'État.

**Article 7 :** Les conseils municipaux des communes concernées sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès l'ouverture de l'enquête publique, et, au plus tard, dans les quinze jours suivants la clôture du registre d'enquête.

**Article 8 :** La décision prise à l'issue de l'instruction de cette demande d'autorisation relèvera d'un arrêté du préfet de la Lozère. Le projet sera soit autorisé, soit refusé ou encore autorisé sous conditions.

**Article 9 :** La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Florac, les maires des communes des Bondons, de Pont-de-Montvert Sud-Mont-Lozère et de St Etienne-du-Valdonnez, le pétitionnaire et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL), inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

signé

Laure TROTIN